

# LA PRÉSIDENTE BELGE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

## JUILLET - DÉCEMBRE 2010

### SOMMAIRE

- **Éditorial**  
p. 1
- **Le bilan de la  
Présidence espagnole**  
p. 2
- **Les enjeux de la  
Présidence belge**  
p. 3
- **Interview : Représen-  
tation permanente de  
la Belgique**  
pp. 4-7
- **Priorités belges  
et agenda européen**  
pp. 8-10
- **Interview : Fédération  
des Entreprises de Bel-  
gique (FEB)**  
p. 11
- **Présentation  
d'Euralia**  
p. 12

### ÉDITORIAL

Pour la douzième fois dans l'histoire de la construction européenne, le Royaume de Belgique prend officiellement, le 1<sup>er</sup> juillet 2010, la Présidence dite « tournante » de l'Union européenne.

Le nouveau poste de Président permanent du Conseil européen mis en place avec le Traité de Lisbonne implique un nouveau *modus vivendi* entre les différentes institutions européennes, dont la Présidence tournante du Conseil des ministres de l'Union, assurée par l'Espagne depuis janvier 2010.

En matière d'impulsion politique, cela signifie que la Présidence belge s'effacera au profit du Président du Conseil européen Herman Van Rompuy, ancien Premier ministre belge. Ce duo belgo-belge, doublé de la proximité des institutions européennes à Bruxelles, permettra certainement une meilleure fluidité dans la mise en œuvre du Traité et dans la gestion des grands dossiers européens.

Le document qu'Euralia a préparé sur cette nouvelle Présidence propose notamment une interview du Porte-parole de la Représentation Permanente de la Belgique auprès de l'UE, M. Bernard Bulcke, ainsi qu'un entretien avec Mme Diane Struyven, Directeur du Département européen de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB). Je tiens à les remercier très sincèrement pour leur contribution.



**Bruno Dupont**  
**Président d'Euralia**

Il nous a également semblé utile de recenser dans un tableau synthétique, à l'intention des entreprises, organisations professionnelles et structures publiques, un certain nombre de dossiers prioritaires à l'agenda européen pour le deuxième semestre 2010.

Dans la lignée des précédents « documents d'Euralia » consacrés aux Présidences, j'espère que cette nouvelle édition préparée par toute l'équipe d'Euralia retiendra votre attention et votre intérêt.

# LE BILAN DE LA PRÉSIDENTENCE ESPAGNOLE

## *Une Présidence de transition*

On annonçait aux Espagnols une marge de manœuvre réduite pour la Présidence du Conseil de l'UE, entre la mise en œuvre effective du Traité de Lisbonne, les nouveaux postes de Président permanent du Conseil européen (Herman Van Rompuy) et de Haut Représentant (Catherine Ashton), les débuts de la nouvelle Commission européenne, ou encore le lancement de la Stratégie UE 2020.

Le premier semestre de l'année 2010 a été en effet marqué par une série d'événements, source d'instabilité pour l'Union européenne. Sur le plan intérieur, la Présidence espagnole a dû faire face au prolongement de la crise économique et financière, montrant **les limites d'une zone euro encore trop peu intégrée**.

Par ailleurs, la Présidence s'est trouvée exposée à des **situations de crise** telles que l'ajournement du sommet prévu avec les États-Unis, la difficile gestion de l'aide humanitaire apportée à Haïti et au Chili, ou encore le nuage de cendres mécontentant passagers et compagnies aériennes.

Dans un tel contexte, comment innover, comme le souhaitait initialement le Secrétaire d'Etat espagnol aux affaires européennes, alors que la simple gestion des affaires s'est avérée plus compliquée que prévue ?

La Présidence espagnole a notamment participé à l'engagement du Conseil européen pour une véritable « **gouvernance économique** », suite à la situation en Grèce, engagement acté le 11 février 2010. Pour autant, l'investissement de la Présidence espagnole a été relativement limité, cette dernière étant elle-même occupée par un contexte national tendu, entre crise économique, réforme du marché du travail et déficit grimant. Quant à la **Stratégie UE 2020**, elle a bel et bien été présentée le 3 mars 2010 par la Commission, conformément au souhait de la Présidence, mais elle est loin de satisfaire l'ensemble des acteurs institutionnels.



Outre les priorités héritées à la fois de la Présidence suédoise et de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, l'Espagne s'était fixé ses propres objectifs. On recense quelques grandes réussites :

- la conclusion d'un compromis sur la **directive Gestionnaires de Fonds Alternatifs (AIFM)** ;
- la mise en place du **Fonds Européen de Stabilisation Financière** doté de 450 milliards d'euros ;
- l'avancement de la proposition de la Commission européenne sur le **droit d'initiative citoyenne**, fondamental pour la démocratie participative dans l'UE ;
  - la promotion de l'égalité des sexes et des propositions innovantes en matière de lutte contre la violence domestique ;
  - le **renforcement de la sécurité aérienne**, avec une série de mesures législatives et une déclaration conjointe UE/États-Unis à Tolède le 21 février 2010 ;
- le lancement des discussions sur un **parquet européen** dans le cadre du **programme de Stockholm**, visant à renforcer la protection des intérêts financiers de l'UE ;
- l'**accord du Conseil Compétitivité** pour plusieurs priorités espagnoles, dont la stratégie sur les véhicules électriques et la réduction des charges administratives des entreprises ;
- l'animation des débats préparatoires à la **réforme de la Politique Agricole Commune** et du cadre financier pluriannuel pour l'après 2013 ;
- l'accord politique obtenu *in extremis* sur la proposition de décision du Conseil créant le **Service Européen d'Action Extérieure** (SEAE).

Il reste que l'Espagne a dû assurer la transition vers une ère conférant une nouvelle stabilité au Conseil européen. Ceci modifie la donne pour les Présidences tournantes, qui devront respecter à l'avenir de nouveaux rapports de force interinstitutionnels.

# LES ENJEUX DE LA PRÉSIDENTENCE BELGE

## *L'entrée effective dans l'ère du Traité de Lisbonne*

Lancée officiellement le 1<sup>er</sup> juillet 2010, la Présidence belge s'attèlera à « *créer les bons précédents dans l'interprétation des relations entre les institutions européennes définies par le Traité de Lisbonne* » (Olivier Chastel, Secrétaire d'Etat belge aux affaires européennes).

En matière d'impulsion politique, cela signifie que **la Présidence belge s'effacera au profit du Président du Conseil européen Herman Van Rompuy**.

Par ailleurs, jusqu'à la rentrée 2010, la gestion de la Présidence belge sera assurée par un gouvernement en affaires courantes. Cependant, **la Belgique s'est préparée depuis deux ans à endosser la Présidence**, et ce à tous les échelons de pouvoir. De plus, **les Régions**, qui ne sont pas affectées par le changement de gouvernement, détiennent aussi des compétences au niveau européen et joueront un rôle actif lors de la Présidence.

Les grandes **priorités du gouvernement belge** rejoignent les lignes de force du programme commun du trio des Présidences (Espagne/Belgique/Hongrie). Elles sont détaillées ci-après (cf. interview de la Représentation permanente de la Belgique).

Parmi les impératifs du calendrier européen, qui échoient *de facto* à la Présidence belge, on note la mise en œuvre de la nouvelle **architecture de supervision financière** et la poursuite des travaux sur la **gouvernance économique**. Cela implique également de revoir la Stratégie de Lisbonne, ce à quoi la Belgique s'attèlera, en tentant de défendre, comme elle le souhaite, **une plus forte participation des Régions et des Villes**. Le débat sur le **nouveau cadre financier post-2013** sera également un impor-

tant dossier à l'agenda européen, que la Présidence belge entend gérer prudemment, n'étant pas partisane d'augmenter les montants des dépenses européennes.

Elle sera également chargée de **la mise en œuvre du cadre européen en matière de Liberté, Sécurité et Justice** pour la période 2010-2014, permettant une coopération renforcée entre les services de police et de douanes, sur le plan du droit pénal et du droit civil, de l'asile, de la migration et de la politique des visas.

**Les préoccupations sociales** de la Présidence belge ressortent également clairement, celle-ci souhaitant renforcer la lutte contre l'exclusion sociale et s'investir pleinement dans le cadre de l'année européenne de lutte contre la pauvreté. L'accent sera mis notamment sur **l'emploi** (mesures d'aide à l'emploi, « emplois verts », « emplois blancs », etc.).



En matière d'action extérieure, la Belgique cherchera à endosser le rôle d'« honnête courtier ». Elle souhaite notamment veiller à une meilleure adhésion des **pays candidats à l'entrée dans l'UE** (Islande, Croatie, Turquie, etc.) aux valeurs et règles européennes.

Autre élément incontournable pour la Présidence tournante, la Belgique se devra de soutenir **les ambitions climatiques de l'UE**. Elle mettra également à l'honneur la consommation et la production durables, l'efficacité énergétique, ainsi que la transition vers un transport durable, notamment par son soutien à la **directive Eurovignette**.

## REPRÉSENTATION PERMANENTE DE LA BELGIQUE AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE

*Bernard BULCKE, Porte-parole de la Représentation permanente de la Belgique*

**Quelles sont les principales priorités de la Présidence belge ? Comment vont-elles se traduire concrètement, en termes d'initiatives et de texte législatifs promus ?**

Le programme de la Présidence belge a été approuvé le mercredi 16 juin 2010 à l'occasion d'un Conseil des ministres extraordinaire. Il a été présenté à la presse le 25 juin à 11h30. C'est la douzième fois que la Belgique exercera une Présidence du Conseil. A cette occasion, nous entendons nous concentrer sur 5 grands axes pour l'Europe.

1. Un axe socio-économique ayant pour objectif de renouer avec la croissance durable et la compétitivité. Cet axe passera par une mise en œuvre efficace de la Stratégie Europe 2020 mais aussi par la promotion de l'emploi, le renforcement du pacte de stabilité et de croissance, ainsi que par la mise en place d'une véritable gouvernance économique européenne.

2. Un axe social ayant pour objectif de stimuler la cohésion sociale. Dans le cadre de l'année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la Présidence belge entend souligner la valeur ajoutée de l'UE en matière de santé publique et de vieillissement. Concrètement, la Présidence belge entend également faire des avancées dans le débat sur les Services Sociaux d'Intérêt Général.

3. Un axe environnemental ayant pour objectif d'amorcer la transition vers une économie plus verte. Au sein de cet axe figure la relance des négociations internationales sur le climat et l'environnement lors de la réunion du COP16 à Cancún, en décembre prochain. La Présidence belge

entend également promouvoir la cohérence entre les politiques européennes en matière d'énergie, de transport et d'émissions de gaz à effet de serre.

4. Un axe Liberté, Sécurité et Justice ayant pour objectif d'approfondir la mise en œuvre du Programme de Stockholm et son plan d'action. Cela passe notamment par l'élaboration en matière d'asile d'une procédure uniforme pour les demandeurs d'asile et de protection internationale, l'amélioration en matière de politique intérieure de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée et la mise en œuvre, en matière de justice, d'une reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires.

5. Un axe relations extérieures: Tout en respectant les prérogatives de la Haute Représentante, la Présidence belge espère pouvoir contribuer au renforcement du rôle de l'Union européenne en tant qu'acteur international promoteur de la paix et des droits de l'Homme. Notre priorité sera la mise en place du SEAE (Service Européen d'Action Extérieure), le nouvel organe diplomatique de l'UE sur lequel un accord s'est dégagé à Madrid mais qui devra maintenant être mis en œuvre. Cet engagement international se traduira également par l'organisation de deux sommets internationaux importants tels qu'UE/ASEM et UE/Afrique. La Présidence poursuivra, par ailleurs, les négociations sur l'élargissement avec les pays candidats.

Au-delà des grands axes, le programme mettra également l'accent sur les aspects spécifiques suivants :

- L'initiative citoyenne ;
- La supervision des secteurs financiers ;
- Le développement, la recherche et l'innovation ;



- L'emploi, à travers la stimulation des « emplois verts et des emplois blancs » et la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'emploi ;
- L'aboutissement du brevet de l'UE ;
- La sécurité des travailleuses enceintes ;
- Le « paquet pharmaceutique » (directives médicaments contrefaits et pharmacovigilance) ;
- L'eurovignette, taxe permettant aux conducteurs de poids lourds de plus de 12 tonnes d'utiliser les réseaux routiers européens.

**Comment s'est fait le travail de coordination entre les différents niveaux de gouvernance belges (Communautés, Régions et État fédéral) dans un régime fédéral comme la Belgique, afin de préparer et de gérer la Présidence ?**

Le travail de coordination se fait essentiellement au sein de la Direction générale des Affaires européennes du Ministère des Affaires Étrangères, la DGE, et au sein de la Représentation Permanente auprès de l'Union européenne, où les Régions sont aussi présentes. Le département joue le rôle de forum de concertation entre les représentants des différents cabinets ministériels et les autres départements qui sont concernés dans la définition et la préparation des politiques européennes en Belgique. Il s'agit d'un système bien huilé. La Représentation Permanente joue évidemment un rôle de premier plan à cet égard. Elle fait office de pivot opérationnel entre le niveau européen et les priorités nationales. Sa contribution est donc essentielle dans la préparation du programme et le huilage de tout ce système.

Concrètement, la répartition des compétences et des dossiers entre les différents niveaux de pouvoir se fait sur base de l'accord de coopération entre l'État fédéral et les entités fédérées en date du 8 mars 1994 modifié le 13 février 2003. Comme vous le savez probablement, au sein de l'État belge, les compétences sont réparties entre les différents niveaux de pouvoir. L'État fédéral dispose des compétences résiduelles, c'est-à-dire des compétences qui n'auraient pas été attribuées explicitement aux entités fédérées. Tant les entités

fédérées que l'État fédéral disposent donc d'un certain nombre de compétences exclusives mais aussi de compétences partagées. Afin de laisser les Ministres des entités fédérées compétents siéger au Conseil, l'accord du 13 février 2003, non seulement habilite les entités fédérées à siéger au Conseil mais établit également un système de rotation semestrielle entre les entités fédérées pour la représentation de la Belgique.

C'est ainsi que lors de notre Présidence, certaines formations du Conseil seront présidées par des Ministres fédéraux et d'autres par des Ministres issus des entités fédérées. C'est par exemple le cas en ce qui concerne le Conseil Pêche ou le Conseil Éducation/Jeunesse/Culture, y compris le volet audiovisuel. Dans le cas de compétences partagées, les Ministres-siégeant, que ce soient ceux des entités fédérées ou ceux du niveau fédéral, peuvent être accompagnés par un Ministre-assesseur. C'est notamment le cas en matière d'emploi, d'environnement ou d'énergie.

Outre l'habilitation et la représentation des entités fédérées, cet accord de 2003 entre État fédéral et entités fédérées fixe aussi les modalités de coordination en vue de déterminer la position belge. Avant chaque session du Conseil, une réunion de coordination regroupant, notamment, des représentants du Premier ministre, ainsi que des Vice-premiers, du Secrétaire d'État aux Affaires européennes et des Présidents des gouvernements régionaux et communautaires, est organisée. Dès qu'une position commune se dégage au sein de la réunion de coordination, celle-ci est envoyée au Ministre des Affaires Étrangères et à la Représentation permanente.

Le programme de la Présidence est le fruit d'un long processus de concertation. En l'occurrence, un niveau supplémentaire s'ajoute aux niveaux définis par l'accord : le niveau européen. En effet, outre la concertation intra-belge, le programme est également le fruit d'un dialogue avec nos partenaires du trio. Le programme trio (Espagne/Belgique/Hongrie), approuvé fin 2009, a permis de



## **REPRÉSENTATION PERMANENTE DE LA BELGIQUE (SUITE)**

*Bernard BULCKE, Porte-Parole de la Représentation permanente de la Belgique*

dresser le cadre initial du programme de la Présidence belge. Ensuite, deux organes de concertation supplémentaires ont été mis en place spécialement pour préparer la Présidence : le groupe de suivi et la *Task force* 2010. Le groupe de suivi, présidé par le directeur de cabinet du Secrétaire d'État, Olivier Chastel, est composé du conseiller diplomatique du Premier ministre, du directeur de la cellule stratégique du Ministre des Affaires étrangères, ainsi que des représentants des autres Ministres fédéraux et des entités fédérées impliquées dans la Présidence. Deux cellules extraordinaires ont également été créées au sein de la DGE spécialement à cette occasion. Une cellule « Présidence », afin de fournir un encadrement général aux préparatifs de la Présidence et préparer les calendriers, et une cellule « Société civile » ayant pour mission de rendre le projet européen attractif et accessible au citoyen.

### **Les élections législatives anticipées au niveau fédéral risquent-elles d'entraver le bon déroulement de la Présidence belge ?**

Les élections fédérales du 13 juin dernier n'entraveront pas le bon déroulement de la Présidence. Comme je l'ai déjà mentionné, la Présidence se prépare longtemps à l'avance. Les préparatifs ont commencé voici un peu plus de deux ans. Ses priorités et ses lignes politiques ont déjà été fixées. Le succès d'une Présidence, c'est d'abord et avant tout le succès d'une équipe. Bien entendu, les Ministres des gouvernements du pays en charge de la Présidence jouent un grand rôle. Mais ce n'est pas parce que le gouvernement fédéral est actuellement démissionnaire qu'il y a un vide du pouvoir. Les Ministres du gouvernement fédéral démissionnaire restent en place tant qu'un nouveau gouvernement n'a pas été formé. En

outre, et comme je l'ai déjà dit précédemment, la Présidence belge est en partie exercée par nos Ministres des entités fédérées. Ces derniers ne sont pas démissionnaires.

Plus important encore : il y a un accord quasi total entre tous les partis politiques en Belgique sur l'Europe. Il n'y a donc pas un changement de programme à craindre. D'ailleurs, du côté des institutions, on n'en doute pas. La Commission l'a prouvé en réitérant publiquement sa confiance dans la capacité de la Belgique à mener une Présidence « efficace et ambitieuse ».

**« Le succès d'une Présidence, c'est d'abord et avant tout le succès d'une équipe. »**

**La principale priorité de la Présidence espagnole a été de mettre en œuvre les réformes institutionnelles prévues par le**

**Traité de Lisbonne, et ce dans un contexte d'élection d'une nouvelle Commission. La Présidence belge sera-t-elle davantage « opérationnelle » ?**

Notre principale ambition consistera à assurer la bonne gestion de l'Europe post-Lisbonne. Nous nous attèlerons à créer les bons précédents dans l'interprétation des relations entre les institutions européennes, définies par le Traité de Lisbonne. Dans cette optique, la Belgique s'inspirera de la méthode communautaire chaque fois qu'il s'agira d'interpréter le nouveau Traité et d'en explorer les possibilités pour faire progresser la construction européenne.

**Comment la Présidence belge se situe-t-elle dans le débat « Relance de l'économie européenne versus Mesures d'austérité budgétaire » ?**

Le redressement économique et les réponses à la crise constituent une des priorités de notre Présidence. Il est évident que ces objectifs

requerront des efforts importants et devront passer par la mobilisation de toutes les forces vives. Afin de renouer avec une croissance durable, soutenue et inclusive, il nous faudra effectuer des réformes structurelles. Nous nous attèlerons à renforcer le cadre du Pacte de Stabilité et de Croissance comme il a été agréé lors du dernier Conseil Européen (17 juin 2010). Mais ce renforcement des sanctions pour non-respect du Pacte de Stabilité devra évidemment se faire d'une façon équilibrée et être apte à prendre en compte les conditions de départ des États membres ainsi que les efforts entrepris.

### Peut-on être optimiste sur l'avenir de l'Europe ?

Concernant l'Europe, j'ai non seulement la volonté d'être optimiste mais j'ai également l'intime conviction qu'on ne peut être qu'optimiste sur le long terme. La mondialisation force les États à travailler ensemble d'une façon très intense.

Au cours de ma carrière, débutée en tant que journaliste, j'ai suivi de près les affaires européennes. Je me souviens très bien de l'euroscepticisme montant qui avait suivi les chocs pétroliers et du volontarisme dont avait fait preuve

Jacques Delors pour relancer le marché intérieur. Par le passé, c'est quand l'Europe devait faire face à des défis importants qu'elle a su avancer et se renforcer.

L'Union d'aujourd'hui est bien différente de ce qu'elle était auparavant. Je mesure bien la distance parcourue par rapport aux années 1980. L'Union européenne compte désormais 27 membres, dispose d'une monnaie unique, d'un marché commun, et est sur le point de mettre en place sa propre gouvernance économique. Qui aurait pu imaginer de tels développements, il y a vingt ans de cela ? Et qui aurait pu imaginer il y a un an que la France et l'Allemagne seraient autour de la table pour discuter d'une gouvernance économique plus forte ? Ce que l'histoire récente de l'Union européenne nous apprend, c'est qu'il est bon de garder un certain optimisme envers le projet européen. Il faut faire preuve d'un optimisme volontaire et engagé envers les idéaux européens de manière à faire vivre ceux-ci et améliorer les conditions de vie de nos concitoyens.

## LE SAVIEZ-VOUS ?

	Qui préside quoi ?	Institutions européennes	Présidence belge
	Conseil européen	H. Van Rompuy	
	Conseil Affaires étrangères	C. Ashton	
CONSEIL DE L'UE	Affaires générales		Fédéral
	Affaires économiques et financières		Fédéral
	Justice et Affaires intérieures		Fédéral
	Emploi, social, santé et consommateurs		Fédéral
	Compétitivité		Région Wallonne Région Bruxelloise
	Transports, télécom et énergie		Fédéral
	Agriculture et pêche		Fédéral et Régional
	Environnement		Région Flamande
	Education, jeunesse et culture		Régions et Communautés

# PRIORITÉS BELGES ET AGENDA EUROPÉEN

Juillet - Décembre 2010

	Dossiers prioritaires de la Présidence Dossiers à l'agenda européen	Évolutions politiques et législatives	Calendrier indicatif
<b>AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES</b>			
Régulation des marchés financiers	Directive AIFM	Adoption du texte	Premier semestre 2011 Conseil ECOFIN du 1 <sup>er</sup> octobre 2010
	Agences de notation	Publication de l'étude sur l'Agence européenne de notation Discussion suite à la présentation des orientations politiques du Livre Vert	Conseil ECOFIN du 1 <sup>er</sup> octobre 2010 Septembre 2010
Supervision financière	Négociations internationales	Examen à mi-parcours du mandat extérieur donné à la BEI Suivi des décisions du G20 de Toronto et définition d'une position commune pour les prochaines réunions du FMI, du G20 et de la Banque mondiale	Sommet de Séoul en octobre 2010  Conseil ECOFIN de septembre 2010 et Conseil européen
	Paquet Supervision	Adoption du Paquet	Premier semestre 2011 - Conseil ECOFIN du 1 <sup>er</sup> octobre 2010
Concurrence	Aides d'Etat prises dans le cadre de la crise financière	Communication de la Commission en vue d'une cessation du cadre spécial en réponse à la crise financière Soutien politique du Conseil visé	Octobre 2010  Conseil ECOFIN du 1 <sup>er</sup> octobre 2010
Services de paiement	Fin de la migration vers le SEPA	Législation indiquant une échéance obligatoire	Octobre 2010
<b>AFFAIRES GÉNÉRALES</b>			
Budget annuel	Budget 2011	Accord entre Conseil et Parlement européen	
Cadre financier pluriannuel	Examen à mi-parcours du cadre financier 2007-2013	Débat sous contrôle de la Présidence belge sur la base d'une proposition de la Commission	Septembre 2010
	Cadre financier 2014-2020	Débat sur les grandes priorités	Deuxième semestre 2010
Démocratie participative	Initiative Citoyenne	Vote en première lecture au Parlement du règlement régissant les conditions de mise en œuvre de l'initiative citoyenne	Deuxième semestre 2010
<b>AGRO-ALIMENTAIRE</b>			
Étiquetage	Information des consommateurs sur les denrées alimentaires	Vote au Conseil en 1 <sup>ère</sup> lecture 2 <sup>ème</sup> lecture au Parlement	Décembre 2010 1 <sup>er</sup> semestre 2011
Agriculture	Chaîne d'approvisionnement alimentaire	Vote au Parlement du rapport d'initiative	Septembre 2010
Agriculture	Paquet législatif sur la qualité des produits agricoles	Présentation par la Commission	Décembre 2010
Agriculture	Réforme de la PAC (après 2013)	Poursuite des débats sur la réforme en insistant sur les zones agricoles défavorisées Communication de la Commission	Conférence sur la PAC 19-20 juillet 2010  Décembre 2010



MARCHÉ INTÉRIEUR			
Services	Directive Services	Rapport d'initiative du Parlement européen sur le suivi de la transposition par les États membres Présentation d'un rapport de la Commission sur la mise en œuvre du texte	Avant fin 2010  Avant le 26 décembre 2010
Reconnaissance des qualifications professionnelles	Directive 2005/36/CE	Organisation d'une conférence avec les parties prenantes, en vue de préparer la révision du texte Préparation par le Parlement d'un rapport sur la mise en œuvre du texte	2 <sup>ème</sup> semestre 2010
Brevet	Proposition de règlement sur les accords de traduction des brevets européen et de l'UE	Premier volet du Paquet « brevet de l'UE »	Proposition de règlement publiée le 1er juillet
Droits des consommateurs	Directive Droits des consommateurs	Vote sur le rapport parlementaire de M. Andreas Schwab  Discussion au Conseil en vue d'une adoption	Vote en octobre 2010  Accord possible fin 2010
TRANSPORTS			
Futur des transports	Livre blanc	Avis du Parlement sur le futur des transports Adoption du Livre blanc par la Commission Débat politique, voire adoption de conclusions	6 juillet 2010  Décembre 2010  Conseil Transport du 3 décembre 2010
Tarification des infrastructures de transports	Directive Eurovignette	Relancer les débats au Conseil en vue d'un accord politique	Conseil Transports du 3 décembre 2010
Sécurité routière	Directive sur l'application des sanctions transfrontalières	Relancer les discussions au Conseil en vue d'un compromis politique	Conseil Transports du 3 décembre 2010
	4 <sup>ème</sup> programme européen pour la sécurité routière	Programme de la Commission Adoption de conclusions	Juillet 2010 Conseil Transports du 3 décembre 2010
Droits des passagers	Règlement sur les droits des passagers voyageant par autocars et autobus	2 <sup>ème</sup> lecture du PE 2 <sup>ème</sup> lecture au Conseil Transports	Juillet 2010 3 décembre 2010
Ferroviaire	Révision du 1 <sup>er</sup> paquet ferroviaire	Proposition de la Commission Lancement des débats au Conseil	Automne 2010
Mobilité urbaine	Plan d'action mobilité urbaine	Mise en œuvre du plan (en insistant sur les modes de déplacement doux)	2 <sup>ème</sup> semestre 2010
COMMERCE INTERNATIONAL - RELATIONS EXTÉRIEURES			
Inde	Négociation d'un accord de libre-échange avec l'Inde	Signature de l'accord officiellement espérée pour le sommet UE/Inde	Novembre 2010
Corée du Sud	Accord de libre-échange avec la Corée du Sud	Ratification escomptée	Novembre/Décembre 2010
Diplomatie européenne	Mise en place du Service Européen d'Action Extérieure	Adoption de la proposition de décision du Conseil établissant le Service Européen d'Action Extérieure	Deuxième semestre 2010 (accord politique obtenu le 21 juin)
RECHERCHE ET INNOVATION - INDUSTRIE			
Recherche et innovation	Plan européen pour la R&I	Plan européen pour la R&I Sommet européen dédié à la R&I Adoption des conclusions en Conseil compétitivité	Septembre 2010 Octobre 2010 Novembre 2010
Recherche et innovation	Programmes de R&I  7 <sup>ème</sup> PCRD	Simplification administrative  Bilan à mi-parcours	Conseil informel de juillet 2010 Conseil de novembre 2010

Industrie	Politique industrielle	Améliorer l'environnement dans lequel évoluent les entreprises, notamment les PME, et soutenir le développement d'une base industrielle forte et durable	Automne 2010 Conférences « Innovation & entreprises » en juillet, septembre et octobre 2010
Clusters	Politique européenne pour les clusters	Développement et soutien aux mesures actuellement déployées	Grande conférence du 29 septembre au 1 <sup>er</sup> octobre 2010 à Bruxelles
Espace	Engagement futur de l'UE dans l'espace	Communication précédant la mise en place du programme spatial européen	Septembre 2010
TIC	Agenda numérique	Mise en œuvre par le lancement de plusieurs actions	2 <sup>ème</sup> semestre 2010
e-commerce	Création d'une marque européenne de confiance	Recommandation	2 <sup>ème</sup> semestre 2010
PME	Dimension externe de la compétitivité des entreprises (notamment PME)	Animation de débats	2 <sup>ème</sup> semestre 2010
	Small Business Act	Réexamen (en soulignant le rôle des PME pour la compétitivité européenne)	2 <sup>ème</sup> semestre 2010
<b>SOCIAL</b>			
Mobilité des travailleurs	Directive détachement des travailleurs	Proposition de révision	Avant fin 2010
Retraites	Livre vert sur les retraites	Recueillir les avis des parties prenantes quant à la possible actualisation du cadre européen des retraites	Publication avant fin 2010
Services sociaux d'intérêt général (SSIG)	Recommandation du Conseil sur les SSIG	Parvenir à l'adoption d'une recommandation, étape intermédiaire vers une directive, visant à améliorer la qualité, et sécuriser l'existence des SSIG	Avant fin 2010
Flexicurité	Débat sur la flexicurité	Relancer le débat, en mettant l'accent sur les « transitions réussies » (étude à paraître sur ce sujet)	Conférence en octobre 2010
Aides à l'emploi	Emplois pour les seniors, « emplois verts », « emplois blancs »	Encourager leur création Organisation de nombreuses conférences et débats au Conseil sur ces sujets	Conférence interministérielle le 28-29 septembre 2010 (emplois verts)
<b>ENERGIE/CLIMAT, ENVIRONNEMENT</b>			
Climat	Négociations internationales	Obtenir un accord juridiquement contraignant, en mettant notamment l'accent sur la mise en place d'un mécanisme de lutte contre la déforestation et la mise en place des financements prévus à Copenhague	Conférence de Cancun – COP16 de novembre 2010
Energie	Plan d'action révisé sur l'efficacité énergétique 2011-2020	Consultation publique et discussions sur la révision du plan d'action sur l'efficacité énergétique	3 <sup>ème</sup> semestre 2010/Début 2011
	Protection des consommateurs dans le domaine de l'énergie	Mise à l'agenda européen et discussions avec la société civile	Réunion informelle Energie juillet 2010
	Consommation et production durable	Encourager une politique de produits de qualité	Conférence en septembre 2010
	Taxation du CO2	Discussions sur la possibilité de créer une taxe carbone intérieure (révision de la directive sur la taxation de l'énergie) et un mécanisme aux frontières	En cours – 2 <sup>ème</sup> semestre 2010
Environnement	Biodiversité	Préparation de la 10 <sup>ème</sup> conférence des Parties sur la biodiversité à Nagoya	Octobre 2010

# FÉDÉRATION DES ENTREPRISES DE BELGIQUE (FEB)

Entretien avec Diane STRUYVEN, Directeur du département européen de la FEB

**Face à la crise de l'euro, comment souhaiteriez-vous que la Présidence belge se situe dans le débat « Relance de l'économie européenne versus Mesures d'austérité budgétaire » ?**

La situation actuelle est complexe car les défis qui se présentent à l'Europe sont sans précédent. Si le programme de stabilisation qui a été adopté récemment doit permettre d'éviter la contagion de la crise, il faut à présent mettre tout en œuvre pour restaurer la confiance dans l'euro. Au-delà des solutions de court terme, il faut tirer les **leçons de la crise grecque** : non seulement le retard pris dans l'introduction de réformes structurelles peut être coûteux et douloureux, mais il est urgent, en outre, de mettre en place une véritable gouvernance de la zone euro.

A cet égard, un pacte budgétaire renforcé, tant par le biais d'actions préventives (dialogue avec la Commission européenne sur les budgets nationaux avant leur adoption) que par un contrôle *a posteriori* ('reporting' adéquat et fiabilité des statistiques sur les finances publiques) s'impose. De plus, une coordination approfondie des politiques économiques des États membres – au moyen d'une Stratégie Europe 2020 efficace et effectivement mise en œuvre – est indispensable. Si l'Europe veut encore jouer un rôle dans le monde, un plan d'action soutenu par tous les États membres et assorti de résultats est une nécessité absolue. Enfin, les Chefs d'État et de Gouvernement de la zone euro devraient davantage parler d'une seule voix pour assurer la stabilité monétaire.

**Quelles sont les actions spécifiques développées par la FEB lors de la Présidence belge ?**

La FEB suivra de près tous les dossiers touchant le monde des entreprises. Elle sera particulièrement attentive à la question du **brevet de l'UE**, aux technologies propres et à une migration rapide vers une Europe numérique. Sur chacun de ces dossiers, la Présidence belge peut faire des avancées décisives. Concernant le brevet, la FEB demande un régime linguistique unique (l'anglais) afin d'éviter les coûts de traduction actuels liés au dépôt d'un brevet pour l'ensemble du territoire européen.

Quant aux actions de groupe, la FEB met en garde contre les dangers de copier le système américain. Concernant les technologies propres, la FEB rappelle que, face aux ambitions de la Chine et des États-Unis, l'Europe doit développer une véritable politique industrielle en matière

de *cleantech*. En effet, le marché des *cleantech* est en pleine croissance et est très prometteur en matière de création d'emplois. Aussi, la FEB propose la mise en place d'un marché intégré des capitaux à risque afin de renforcer l'accès au financement spécialisé de l'innovation. Par ailleurs, la FEB organise, en collaboration avec *BusinessEurope* (l'Organisation patronale européenne), plusieurs « *Business Summits* ».



**Quel est le point de vue des entreprises belges sur les prochaines actions européennes en matière de lutte contre le changement climatique ?**

La lutte contre le **changement climatique** constitue un dossier de premier ordre pour les entreprises belges. L'adoption de mesures peu judicieuses pourrait, en effet, entraîner des dommages irréparables pour l'économie européenne. L'échec de Copenhague contraint

l'Europe à regarder la vérité en face. Aussi, plutôt que de débattre sur de nouveaux objectifs chiffrés, l'UE devrait s'atteler à définir une vision globale en matière énergétique. La **conférence internationale sur le climat**, qui aura lieu à Cancún pendant la Présidence belge, devrait viser à mettre les pays sur un pied d'égalité. Toutefois, pour ce faire, l'Europe doit adapter sa stratégie, se garder de prendre unilatéralement de nouveaux engagements et parler d'une seule voix. Entre-temps, il s'agit, pour l'UE, de concrétiser son Paquet « Énergie et Climat ».

**Attendez-vous des avancées sur les questions économiques et sociales européennes ?**

L'achèvement et le bon fonctionnement du marché intérieur sont fondamentaux pour les entreprises belges, fortement orientées vers les exportations. La FEB plaide pour un plan d'action visant à traduire en mesures concrètes les **conclusions du rapport Monti**. Elle demande également une analyse approfondie des mesures prises au niveau national pour appliquer la directive Services.

Sur le plan social, la FEB demande que le concept de flexicurité demeure un thème central des lignes directrices pour l'emploi. Elle réclame également une initiative européenne pour lutter contre la fraude sociale.

**Un site web FEB « Spécial Présidence » rendra compte de l'ensemble de ses activités pendant cette période : <http://eupresidency.vbo-feb.be>**

# LES SERVICES D'EURALIA

La vocation d'Euralia est d'aider les entreprises et associations professionnelles à **comprendre** l'environnement politique et législatif communautaire pour **anticiper** les changements et **être entendu** sur la scène européenne.

Fondée en 1993 à Paris et Bruxelles, Euralia occupe aujourd'hui le premier rang des sociétés de conseil françaises spécialisées dans les affaires européennes.

Sa notoriété est le fruit du respect d'une stricte déontologie, de la compétence de ses consultants et de la qualité de ses relations avec les institutions européennes.

Sa clientèle est composée d'entreprises industrielles et de services, d'organisations professionnelles, ainsi que de collectivités

territoriales et d'ONG.

Euralia offre une **gamme très complète de services**:

- Veille législative, réglementaire et normative;
- Représentation permanente d'intérêts;
- Communication institutionnelle et relations publiques;
- Identification et montage de projets européens;
- Formation aux techniques de veille et de lobbying communautaire.

Euralia est membre d'EPACA (Association des bureaux de conseil en affaires publiques européennes) et de l'AFCL (Association Française des Conseils en Lobbying).



*Le sens de l'Europe*

**EURALIA**  
Conseil en affaires européennes

Rue du Luxembourg, 19-21  
1000 Bruxelles  
Belgique

Tél. : +32 2 506 88 20

Fax. : +32 2 506 88 25

**EURALIA France**  
Conseil en affaires publiques

10, Place Vendôme  
75001 Paris  
France

Tél. : +33 1 53 45 66 91

Fax. : +33 1 53 45 54 55

[info@euralia.eu](mailto:info@euralia.eu)

[www.euralia.eu](http://www.euralia.eu)